

Charles BOURGET
3/5 rue Abbé de l'Épée
37000 TOURS
06 12 80 39 28

Tours, le 27 octobre 2000

à Jean-Claude LACOUR, Président
Gérard JACOB, Vice président

Cher Jean-Claude, tu trouveras ci-après mes remarques concernant les observations de Georges BARBEREAU sur mon Plan d'Action Technique.

En préambule, je voudrais d'abord rappeler que les réflexions sur le Plan d'Action Technique devaient être adressées à son auteur, et non au secrétaire général pour diffusion à tous les membres du comité directeur comme cela vient d'être fait. J'ajoute qu'il aurait fallu, à mon sens, attendre les réactions d'autres membres du comité directeur avant de leur proposer l'argumentaire de Georges qui est très défavorable au Plan.

Enfin, puisque Georges souhaitait une large diffusion, les ATD auraient mérité de recevoir un document où ils sont souvent cités voire remis en cause.

Sur le courrier de présentation, Georges dit ne pas accepter que « la ligue rejette la politique de masse sur les départements » : Un budget de 120000 francs affecté sur les postes d'ATD par la ligue pour le développement de l'activité, une équipe technique régionale qui regroupe ces ATD sous la tutelle du CTR, je pense que cela représente au minimum de la « coordination ». Il ne s'agit pas de rejeter mais au contraire d'être plus efficace sur la politique de développement. La ligue pourrait avec ces 120000 francs embaucher 1 seule personne pour cette charge. La convention avec les comités permet l'embauche de 6 personnes.

Sur le Pôle, les décisions concernant sa mise en place et le recrutement de Nicolas METAIREAU datent de plusieurs années. L'embauche d'un emploi-jeune était décidée avant mon arrivée. Enfin, l'emploi du temps de Stéphane LELONG a été accepté par le Président. Que « les bonnes fées se penchent sur le berceau », qui peut nous en faire le reproche ? Le Pôle a un coût pour les familles, c'est un choix difficile de s'engager pour les enfants, il est normal que toutes les dispositions soient prises pour espérer la réussite sportive et personnelle de ces jeunes.

L'argument selon lequel « les jeunes du pôle ne représentent que 0,72 % des jeunes de la ligue » est purement démagogique. L'INSEP accueille 30 athlètes sur une fédération de 170000 licenciés ... Le propre du haut niveau et de la compétition, c'est qu'il détermine une hiérarchie. L'entraînement du haut niveau nécessite des moyens importants. Aidée par les partenaires institutionnels, je me réjouis que la ligue se donne les moyens de mettre en place un service de qualité à son élite jeune, tenant un rôle que ses clubs ne peuvent assurer faute de moyens et de structures.

Quant à dire que « nous n'avons pas assez de recul sur le futur de ces jeunes », personne ne sait ce que quiconque deviendra. En revanche, nous savons qu'il faut s'entraîner pour progresser, que le tennis de table est une discipline relativement précoce justifiant un outil comme le Pôle espoir. Pour le suivi médical et les inquiétudes sur la santé, Georges rappelle lui-même la présence du médecin, kiné, sophrologue etc... Il sait donc que ce secteur est particulièrement surveillé sur le Pôle.

Georges conteste le pôle comme outil de formation de cadres opposant l'entraînement des meilleurs et celui des plus faibles. Or, c'est bien par l'observation de ce qui se fait de mieux que les entraîneurs pourront livrer un enseignement de qualité. Un cadre qui vient sur le Pôle assister à l'entraînement repart avec une expérience transférable sur des groupes de faible niveau. Le but est bien de corriger les défauts et de les faire progresser.

Du fait de l'opération Clubs Elite, sommes nous la ligue de tous les clubs ? Georges craint un désintéressement des petits clubs par rapport aux problèmes de la ligue. Ces clubs se posent-ils la question de

savoir ce qu'ils font pour eux-mêmes ? Les formations d'Animateurs de Club ne recueillent que très peu de candidats, je viens d'annuler une formation Entraîneur Régional de week-end s'adressant précisément au public bénévole des clubs. Des dirigeants expliquent aux ATD venus les aider à se développer qu'ils ne veulent surtout pas dépasser 20 licenciés car cela serait trop lourd à gérer etc. . .

Je pense que la ligue et la plupart des comités n'ont jamais été aussi structurés qu'aujourd'hui, l'offre de services est conséquente, les ATD, payés en partie grâce au soutien de la ligue se donnent du mal pour faire avancer les choses, mais cela n'est possible que lorsqu'on s'adresse à des clubs qui veulent se développer.

Sur cette question, la ligue joue son rôle. Le reproche principal fait par les clubs lors de la réunion de réflexion concernait la communication, pas l'action. Le travail des ATD a été reconnu et plébiscité par les clubs présents.

Sur l'occupation des CRJS et la préférence qui serait donnée au CTRO, j'ai effectivement omis de préciser que toutes les formations fédérales et les stages d'été auraient lieu à Salbris. Voici le nombre de jours de réservation demandés par la ligue en 2000/2001: CTRO : 27 jours. SALBRIS : 28 jours. Un léger avantage à Salbris donc. La présence du Pôle et la construction de la salle spécifique justifient pleinement l'organisation des stages techniques sur le CTRO. En effet, comment un jeune du Cher ou de l'Eure et Loir qui ne ferait pas l'effort de se déplacer pour un stage de 4 jours pourrait-il intégrer le Pôle l'année suivante ?

Sur « le Balbutop qui viendrait encore s'ajouter à un calendrier déjà surchargé », j'ai précisément demandé aux départements et dans le plan d'action que celui-ci soit organisé en alternance avec le championnat de jeunes.

Georges conteste « la formation AC délivrée par les seuls ATD ». Ils sont diplômés d'état, chargés du développement de l'activité dans leur département. C'est leur rôle.

« A t'on déjà fait le bilan de la formation Pilote ? » Oui, et il montre que la majorité des futurs Brevetés d'Etat est issue de cette formation.

« La formation BE coûte cher ? » Les salariés et les demandeurs d'emploi sont totalement pris en charge. Pour permettre aux bénévoles et aux étudiants de suivre cette formation, elle est placée sur les semaines de vacances scolaires. « Elle prend trop de temps ? » il faut savoir ce que l'on veut : former des gens à un métier ou brader un examen déjà suffisamment dévalorisé depuis 15 ans.

Georges voudrait impliquer des cadres fédéraux dans le milieu scolaire. C'est impossible car seul un intervenant diplômé d'Etat est habilité à agir dans ce secteur.

Sur les emplois-jeunes recrutés sans formation, le reproche est fait de pousser à l'embauche. Plusieurs présidents de club peuvent témoigner de mes mises en garde par rapport à l'emploi. J'ai toujours insisté sur la nécessité d'avoir la personne ressource et adéquate avant de penser à monter un projet. Les employeurs qui embauchent des jeunes non-formés en portent la responsabilité.

« Est-ce le rôle de la ligue d'aider les clubs à financer leur emploi et sur quels critères ? » La ligue aide déjà les comités à financer leur emploi, pourquoi pas les quelques clubs pour qui l'emploi est assumé à pleine charge ? (ex :Eric LEDOUAIRON à MER). Ceci interviendra dans le cadre d'un cahier des charges précis et d'une convention de partenariat entre le club et la ligue. Les emplois et les clubs concernés seront très peu nombreux.

« Les zones pongistiquement déshéritées de l'Indre et Loire » sont effectivement du ressort de la ligue qui verse 20000 francs sur le poste d'ATD pour aider au développement de ces secteurs. Je doute qu'un CTL même très compétent puisse prendre en charge ce type d'action sur l'ensemble du territoire régional.

La compétition n'est pas « un repoussoir pour un public détente » puisque la licence promotionnelle leur permet depuis plusieurs années maintenant de pratiquer le tennis de table dans des conditions loirs.

« On a trop tendance à affirmer que le développement de certains comités est dû à la présence d'un ATD ? » Si tel n'est pas le cas, alors pourquoi investir sur une politique de masse coordonnée par la ligue ? Cette remise en cause des ATD me semble malvenue au moment où deux départements non pourvus en ATD perdent des licenciés (- 400 en Loir et Cher) ou du dynamisme (quelle CDJT pour le Cher ?).

Les stages multi-activités rentrent dans un objectif de politique de ressources, pas de « promotion des autres sports ». Elle correspond visiblement à une demande de certains licenciés, particulièrement des petits clubs que la ligue est accusée d'abandonner ...

« La revue technique devrait avoir le même nom que la revue régionale afin que les entraîneurs ne se démarquent pas des autres dirigeants ? » Les entraîneurs professionnels ne sont pas des dirigeants. Ils exercent un métier, ont des compétences reconnues par des diplômes ce qui leur donne toute latitude, il me semble, pour créer des documents techniques qui leur sont propres.

Georges m'encourage « à préparer mes arguments car il ne sera pas le seul à émettre les commentaires évoqués dans son document ».

Le premier est somme toute positif : mon plan ne laisse pas indifférent, il atteste du travail que j'ai réalisé. Il est vrai qu'il est parfois plus confortable de ne rien proposer, on s'attire ainsi moins d'opinions défavorables ...

Le second concerne le mauvais procès fait à mon plan, me reprochant de délaisser la masse sur les départements sans aucune coordination.

Si j'ai entendu de nombreuses critiques faites à la ligue depuis mon arrivée, elles ne sont certainement pas de cette nature ! On m'a plutôt vanté les mérites des ATD existants et on a regretté leur absence dans les départements non pourvus. On a également reconnu l'efficacité du Pôle espoir.

En revanche, ce sont bien les meilleurs clubs qui se sont beaucoup plaints de l'absence de projets de la ligue à leur encontre.

J'espère donc que le nouveau comité directeur approuvera ce plan qui n'a été rédigé au détriment de personne comme le laisse supposer le document de Georges.

Charles BOURGET

Copies : Georges BARBEREAU, Comité Directeur, Présidents de comités, ATD.

LIGUE DU CENTRE TENNIS DE TABLE

11 rue de la Victoire

BP.N°5

41300 SALBRIS

Tél 02.54.96.14.28 – Fax 02.54.97.28.05

Email : liguecentre.tt@wanadoo.fr

Salbris le 30 Octobre 2000

COMITE DIRECTEUR

Date : **10 Novembre 2000**

Lieu : **Secrétariat Ligue – Salbris**

Heure : **20h00**

Vous êtes prié d'assister au prochain Comité Directeur dont je vous propose l'ordre du jour suivant :

1 – Elections Fédérales

2 – Elections aux C.I.D.

3 – Orientation budgétaire Plan d'action technique

4 – Questions diverses

Le Secrétaire Général
G.JACOB

Le Président
J.C.LACOUR

PROCES VERBAL COMITE DIRECTEUR 10 NOVEMBRE 2000 - SALBRIS

Présents : Mmes LEYSSENNE-ARNAUD Geneviève, MOISSON Marie-Noëlle (Présidente du CD 18), Mrs AVOL Arnaud, BARBEREAU Georges, BARBOZA Jean-Luc, BEIGNEUX François, BOURGET Charles (CTR), BRION Jean-Jacques, COSNIER Jean-Claude, DODU Adrien, GOULOUMES Marc, JACOB Gérard, LACOUR Jean-Claude, LAINE Christian, LEBON Philippe, LELONG Stéphane (Adjoint Pôle), METAIREAU Nicolas (Pôle), POCHIC Michel, QUIGNON André, TERRIEN Bruno.

Absents excusés : Mme COURY Nicole, ENGEL Yolande (Présidente du Comité 36), Mrs CORGNAC Gérard, SIMON Bruno, VIVET Christian.

Début de la séance 20h30. Nombre de voix dont dispose le Comité Directeur : 16.

AJOUTS A L'ORDRE DU JOUR

Arbitrage – TT.Centre – Féminines.

ADOPTION DU PV DE LA REUNION DU VENDREDI 6 OCTOBRE 2000

Jean-Jacques BRION fait remarquer que dans le paragraphe mentionnant la remise de l'Assemblée Générale en Juin 2001, il a été omis son allusion qu'il n'était statutairement pas possible avec une Assemblée Générale en Septembre de voter un budget prévisionnel dont les tarifs sont appliqués depuis le 1^{er} Juillet précédent.

Il est également signalé l'oublie dans l'organigramme de la Commission « Classement ».

Dont acte. PV adopter à l'unanimité 15 voix (F.Beigneux absent).

DESIGNATION DES DELEGUES DE LIGUE AU CID

La première réunion du CID devant avoir lieu le Dimanche 17 Décembre, Jean-Claude LACOUR propose au Comité Directeur sa candidature et la désignation de Gérard JACOB comme suppléant pour la place de Président de Ligue de la Zone 1.

Jean-Jacques de son côté, après consultation auprès des 5 autres Présidents de Comité, se pose comme candidat au poste de représentant de Comité, et désigne Bruno TERRIEN comme suppléant.

Les quatre nominés sont élus à l'unanimité (16 voix).

Le Secrétariat est chargé d'envoyer un extrait du Procès Verbal à la Fédération.

ELECTIONS FEDERALES

Jean-Claude LACOUR informe le Comité Directeur que, seule Nicole COURY se présente dans notre Ligue à ces élections.

Rapide tour d'horizon sur les candidats de la liste Gérard VELTEN, seule connue à cette date.

ADOPTION DU PLAN D'ACTION TECHNIQUE

Longues et pénible discussions sur ce sujet. A retenir la remarque de Georges Barbereau sur l'absence de stages réservés aux « deuxième niveau » de la Ligue. Cette situation sera revue lors de la prochaine réunion de la CRJT du 4 Décembre prochain.

Marc GOULOUMES de son côté, souligne des carences dans la formation des entraîneurs et voudrait que soit instituer une éducation des cadres de club sur le niveau des Brevets d'Etat qui déboucherait sur un titre « sans diplôme ».

Marc GOULOUMES est chargé de faire une étude sur ce sujet pour la prochaine réunion du Comité Directeur.

Devant la longueur de ce que l'on peut appeler des interventions, Jean-Claude LACOUR décide de faire voter point par point les retombées financières inhérents au Plan d'Action Technique.

- Aide aux Athlètes de Haut-Niveau : 33000 Frs
16 pour, 0 contre, 0 abstention

- Challenge dotation de 30000 Frs
8 pour, 5 contre, 3 abstentions
- Interligues : 5000 Frs supplémentaires de prévus
16 pour, 0 contre, 0 abstention
- Autres compétitions internationales : 10000 Frs de prévus
4 pour, 8 contre, 4 abstentions
- Féminines Challenge : 10000 Frs de prévus
5 pour, 6 contre, 5 abstentions
- Communications
TT.Centre : étude à revoir
TOP Technique : 15000 Frs de prévus
12 pour, 4 abstentions
- Véhicule
Achat d'un véhicule prévu, dossier jugé non complet à revoir lors du prochain Comité Directeur. Bruno Terrien étant chargé de cette tâche.
- Equipements
Shorts, Maillots, survêtements à renouveler.
Somme allouée 25000 Frs.
15 pour, 1 abstention
- Aides aux Comités Licences
Voir le tableau annexe de l'incidence des décisions déjà prises et la répercussion sur l'exercice 2000-2001.
- Aides au CD 18
Pour services rendus par le Comité au Secrétariat de la Ligue (Frappe TT.Centre, etc.) demande de rétribution de 4000 Frs.
Décisions du Comité Directeur :
 Sur le principe 15 voix pour, 1 abstention
 Sur le montant 15 voix pour, 1 contre
 Demande entérinée.

AJOUT A L'ORDRE DU JOUR

- Arbitrage

Jean-Claude COSNIER signale la nomination au grade de JA3 de ANGENON Nico (CS.La Membrolle), LEBON Philippe (Vineuil Sp.Suèvres) et ROBIN Frédéric (AAS.Cléry St André).

Il est également proposé une rétribution aux Arbitres extérieurs au club.

Somme demandée : 6000 Frs.

13 pour, 1 contre, 2 abstentions.

- Féminines

Jean-Jacques BRION relate brièvement, vu l'heure tardive, le colloque Féminin qui a eu lieu à Toulouse. 10 clubs de la Ligue étaient invités, seuls deux d'entre eux étaient présents.

Ce colloque n'a pratiquement débouché sur rien de concret, on est toujours au stade de la recherche des recettes miracles, pour accueillir, faire jouer et garder dans nos clubs les Féminines.

Séance levée à 1h45.

JACOB Gérard
Secrétaire Général